

## **Economes et solidaires<sup>1</sup>**

**Jean-Marie Harribey**

*Politis*, n° 920, 5 octobre 2006

En cette rentrée, le débat sur l'économie, le développement et la décroissance a rebondi. Où en est-on ?

La crise écologique ? Elle est maintenant reconnue, des scientifiques aux écologistes, aux altermondialistes et aux syndicalistes et politiques anti-capitalistes. Le réchauffement du climat, l'épuisement des ressources, les pollutions, la bio-diversité réduite, l'empreinte écologique dépassant les limites de la planète sont la marque d'un mode de développement insoutenable à long terme, écologiquement et aussi socialement. Ce dernier point ne fait pas encore consensus car certains ne reconnaissent pas la nécessité de relier la critique sociale héritée de Marx mettant en cause la logique capitaliste et la critique du productivisme. Or, il s'agit toujours de transformer les rapports de production, mais cela ne peut plus aller sans changer la production elle-même, sans redéfinir la richesse.<sup>2</sup>

Quid alors du travail et de l'emploi ? La nature de la production renvoie aux finalités du travail. Le combat séculaire pour l'émancipation humaine passe par une dé-marchandisation de la vie sociale et par l'utilisation progressive des gains de productivité pour réduire le temps de travail, à condition qu'ils soient soutenables socialement et écologiquement. Ici, deux oppositions, étrangères l'une à l'autre, se manifestent. Entre un retour à une croissance économique du type « Trente Glorieuses » et la priorité accordée à la RTT et à la réduction des inégalités de revenus pour assurer le plein emploi. Et entre un retrait individuel du salariat vers des activités dites autonomes et l'application à tous de la RTT dans la sphère économique monétaire pour pouvoir s'insérer dans toutes les autres formes de la vie sociale. Chaque second terme de ces deux alternatives est préférable pour réduire les fractures sociales.

La « sortie de l'économie », ou la « sortie de l'économie monétaire » ? Plusieurs confusions sont entretenues avec cette idée. 1) Il ne faut pas assimiler économie et économie capitaliste, ni marché et capitalisme et ni monétisation et marchandisation. 2) Pas plus hier dans l'industrie qu'aujourd'hui dans les services, la productivité ne mesurait la qualité ou l'utilité de la production. Croire le contraire, c'est oublier que la valeur d'usage et la valeur d'échange sont irréductibles l'une à l'autre. Ce qui est dépassé, ce n'est donc pas le concept de productivité, c'est l'oubli de la distinction précédente. 3) La monnaie est une institution sociale, par le biais de laquelle, certes, les biens marchands sont échangés et la force de travail louée et exploitée, mais par le biais de laquelle s'effectue aussi la socialisation d'un quart de la richesse produite sous forme de services non marchands et la redistribution sous forme de transferts sociaux de près d'un autre quart. Sortir de l'économie monétaire signifierait le recul ou la disparition de cet espace non marchand où l'on s'approche de la gratuité. Il en résulterait un repli vers des formes d'assistances individuelles, la charité à la place de la solidarité.

Que devient le projet politique ? La « sortie » des procédures de socialisation et l'affaiblissement des institutions qui les régulent (organismes de protection sociale, collectivités publiques), non seulement faciliteraient la marchandisation, mais réduiraient la transformation sociale à une simple addition de changements de comportements individuels ne s'inscrivant dans aucun projet collectif. Le politique, la société (comme disait Thatcher) n'existeraient pas. Triomphe de l'idéologie libérale. Et refuge vers le religieux, sous couvert

---

<sup>1</sup>. *Politis* ayant supprimé certains passages, le texte est ici au complet.

<sup>2</sup>. Voir Attac, *Le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste*, Mille et une nuits, 2006.

de « réenchanter » la vie pour lui donner du sens, prôné par certains (pas tous) cercles décroissancistes, pendant qu'une critique anti ou post-moderniste amalgame Raison et rationalité instrumentale de l'économie capitaliste, jetant par-dessus bord tout héritage de la philosophie des Lumières.

Qu'est-ce donc que la décroissance ? Dire seulement qu'elle est un « mot-obus » ou la « reconstruction d'un imaginaire », est une esquivé trop facile. Car il faut dire *ce qui doit être diminué* dans la production (armes, publicité, transport par camion, agriculture intensive, ...) pour réduire l'empreinte écologique, *et ce qui doit être augmenté*, tant nombre de besoins sociaux restent insatisfaits dans le monde. On ne peut pas se contenter de l'« obus décroissance », défini et appliqué abstraitement à une société prise dans sa globalité. D'où le débat sur les destinataires de l'« obus » car la décroissance ne « sauvera » pas le Sud, d'autant que la population mondiale augmentera encore de 50% pendant 50 ans, surtout au Sud. Cela justifie de redéfinir radicalement le développement pour être économes et solidaires.